

Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 décembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

En janvier 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse avec 3,5 % pour 2015 contre 3,8 % annoncés en octobre 2014. Cette moindre croissance provient d'une réévaluation des perspectives en Chine, en Russie et au Japon, ainsi que d'un affaiblissement de l'activité dans quelques-uns des principaux pays exportateurs de pétrole du fait de la forte baisse des prix du pétrole.

Dans la zone euro, le PIB en volume a augmenté de 0,3 % en glissement trimestriel, au quatrième trimestre 2014, soit une évolution légèrement plus élevée que prévue initialement. Les projections macroéconomiques de mars 2015, établies par les services de l'Eurosystème pour la zone euro, font ressortir une hausse du PIB annuel en volume de 1,5 % en 2015, de 1,9 % en 2016 et de 2,1 % en 2017. Par rapport aux projections macroéconomiques publiées en décembre 2014, les projections de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016 ont été révisées à la hausse, reflétant l'incidence favorable de la baisse des cours du pétrole, l'affaiblissement du taux de change effectif de l'euro et les effets des récentes mesures de politique monétaire de la BCE.

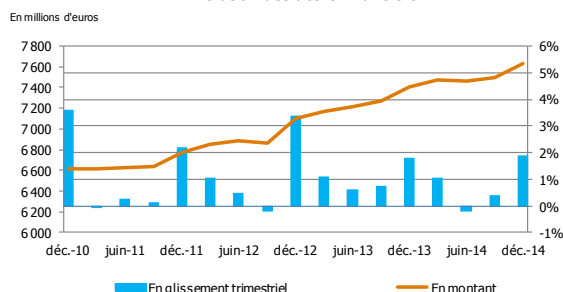
Lors de sa réunion du 5 mars 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et -0,20 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE met désormais l'accent sur leur mise en œuvre. Dans le prolongement des décisions prises le 22 janvier 2015, l'achat de titres en euros du secteur public sur le marché secondaire a débuté le 9 mars 2015. En outre, les achats de titres adossés à des actifs et obligations (qui ont démarré l'an dernier) continueront. Ces programmes d'achats devraient être effectués jusqu'à fin septembre 2016 et seront réalisés jusqu'à ce qu'un ajustement durable de l'évolution de l'inflation soit observé. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a indiqué que de nombreux effets positifs liés à ces décisions de politique monétaire ont déjà pu être observés : « la situation sur les marchés financiers et le coût des refinancements externes pour l'économie privée ont continué à se détendre, (...). En particulier, les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont considérablement améliorées. De plus, la dynamique de la monnaie et du crédit s'est raffermie. » Le Président de la BCE a également précisé qu'« afin de bénéficier pleinement de nos mesures de politique monétaire, d'autres pans de la politique économique doivent apporter une contribution décisive. (...), pour conforter l'investissement, stimuler la création d'emplois et augmenter la productivité, il convient dans plusieurs pays d'accélérer tant la mise en œuvre résolue des réformes des marchés de produits et du travail que les mesures en vue d'améliorer l'environnement économique des entreprises. (...) Les politiques budgétaires doivent soutenir la reprise économique tout en restant conformes au Pacte de stabilité et de croissance. »

DES INDICATEURS FINANCIERS EN PROGRESSION EN FIN D'ANNÉE

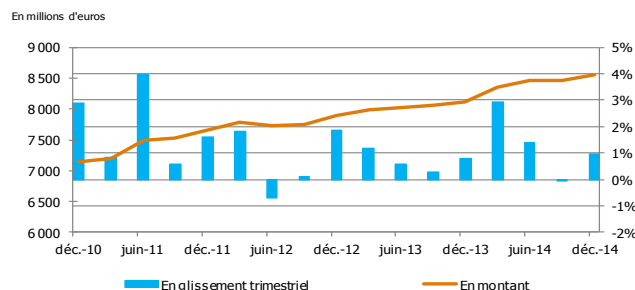
Au quatrième trimestre 2014, **l'activité bancaire** progresse. **L'encours des crédits consentis à l'économie**, qui totalise 8,5 milliards d'euros, croît légèrement sur trois mois (+1,0 % contre +0,0 % à fin septembre 2014). Sur un an, le rythme de croissance de l'encours s'accélère (+5,3 % après +2,9 % à fin décembre 2013 et +3,1 % à fin décembre 2012), mais reste en deçà de celui relevé en 2011 (+7,1 %). Les crédits aux entreprises enregistrent une hausse modérée sur le trimestre (+0,5 %), les augmentations des crédits d'investissement (+1,3 %) et des crédits immobiliers (+2,6 %) étant supérieures en valeur au repli des crédits d'exploitation (-13,9 %). Parallèlement, l'encours sains des crédits aux ménages est quasiment stable (+0,2 %), marqué par le recul des crédits à l'habitat (-0,2 %) et la progression des crédits à la consommation (+1,3 %). Les crédits alloués aux collectivités locales affichent pour leur part une croissance dynamique (+5,5 %).

À 7,6 milliards d'euros, **la collecte nette d'actifs financiers** est également en hausse (+1,9 % contre +0,4 % à fin septembre 2014), tirée par la croissance des dépôts à vue des entreprises (+15,3 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT MIEUX ORIENTÉE

Hausse modérée des crédits aux entreprises

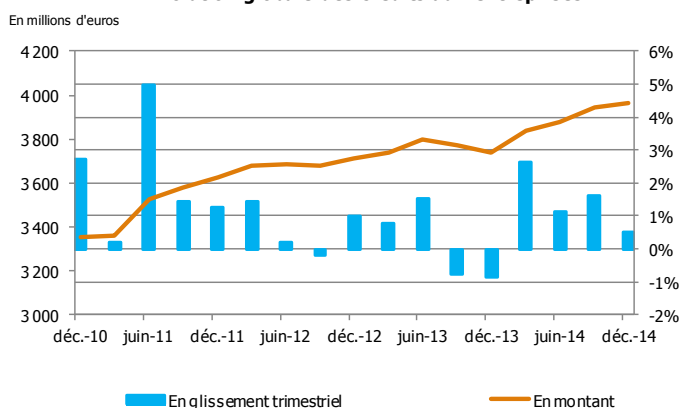
Les financements consentis aux entreprises enregistrent une augmentation de 0,5 % sur le trimestre et s'élèvent à 4,0 milliards d'euros. Sur un an, l'encours des crédits aux entreprises affiche sa plus forte croissance depuis mars 2012 (+6,0 % après +0,6 % à fin décembre 2013).

Les crédits immobiliers, représentant 55,3 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, progressent plus rapidement sur trois mois (+2,6 % après +1,4 % à fin septembre 2014) et sur un an (+4,8 % après +1,7 % à fin décembre 2013)¹.

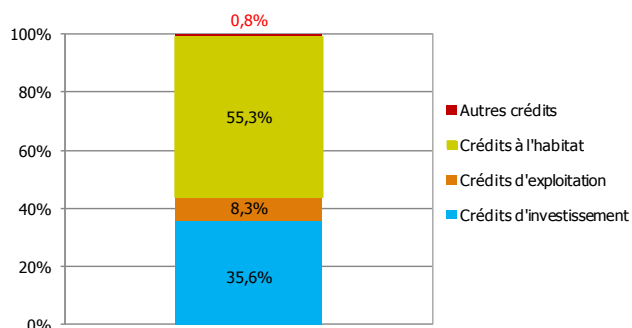
Les crédits d'investissement s'inscrivent également en hausse (+1,3 % après +0,4 % à fin septembre 2014). Cette évolution favorable converge avec les prévisions d'investissement plus optimistes exprimées par les chefs d'entreprise interrogés lors de l'enquête de conjoncture IEDOM du quatrième trimestre 2014. Sur un an, la croissance de l'encours est dynamique (+5,9 % après +0,9 % à fin décembre 2013). Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 1,4 % sur trois mois après +0,8 % à fin septembre 2014. En parallèle, après deux trimestres consécutifs de baisse, le crédit-bail renoue avec une croissance positive (+0,9 %).

En revanche, **les crédits d'exploitation** reculent à fin décembre 2014 (-13,9 % sur trois mois, soit -53,4 millions d'euros), en raison de la chute des comptes ordinaires débiteurs (-23,8 %) et des crédits de trésorerie des entreprises (-10,3 %).

Évolution globale des crédits aux entreprises



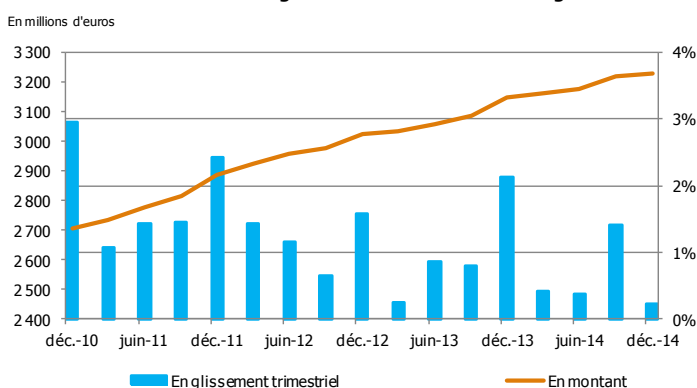
Répartition des crédits aux entreprises



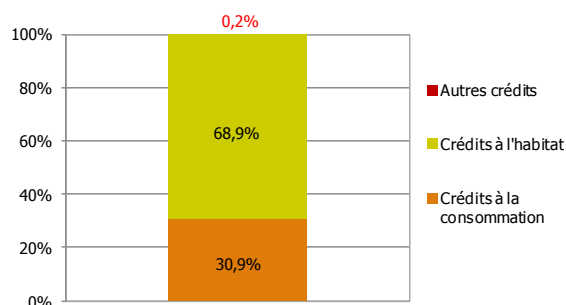
Stabilité des crédits aux ménages

Après avoir augmenté de 1,4 % à fin septembre 2014, **l'activité de crédit aux ménages** est quasi stable en fin d'année (+0,2 %) et s'établit à 3,2 milliards d'euros. Sur un an, l'encours augmente de 2,4 %, soit une évolution nettement inférieure à celles enregistrées en 2013 (+4,1 %), en 2012 (+4,9 %) et en 2011 (+6,5 %).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le financement de l'habitat enregistre une légère baisse au quatrième trimestre² (-0,2 % contre +1,4 % à fin septembre 2014). L'encours, qui concentre 68,9 % de l'ensemble des crédits aux ménages, s'élève à 2,2 milliards d'euros. En glissement annuel, les crédits à l'habitat des ménages augmentent de 2,9 % (contre +6,0 % à fin décembre 2013).

L'encours des crédits à la consommation maintient son rythme de croissance du troisième trimestre (+1,3 %). Sur un an, la progression est mieux orientée qu'en 2013 (+1,4 % après -0,1 %). Cette évolution va de pair avec la hausse des immatriculations de véhicules neufs dans le département en fin d'année 2014 (+55,5 % sur trois mois et +7,5 % sur un an).

¹ A noter que ces chiffres sont impactés par le changement de nomenclature d'un établissement de crédit de la place, qui a conduit à la comptabilisation d'une

² Cette évolution est à nuancer en raison du changement de nomenclature évoqué *supra*.

Croissance dynamique des crédits aux collectivités

Les **crédits alloués aux collectivités locales**, qui représentent 11,0 % de l'activité de crédit dans le département, enregistrent leur plus fort taux de croissance depuis le début de l'année (+5,5 % sur trois mois). L'encours s'établit désormais à 940,2 millions d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (95,5 % de l'ensemble), sont en nette progression sur trois mois (+5,8 % contre -1,1 % à fin septembre 2014). Sur un an, l'encours affiche une croissance soutenue (+11,9 % contre +6,1 % à fin décembre 2013).

Progression des crédits aux autres agents

Les **crédits aux autres agents**³ (4,4 % du total des encours des crédits) augmentent de 1,1 % sur trois mois après avoir chuté de 25,4 % au trimestre précédent. Cette évolution doit cependant être relativisée, la contraction enregistrée à fin septembre 2014 étant en lien avec une opération exceptionnelle sur une unique contrepartie.

Amélioration de la sinistralité en fin d'année

L'**encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement affiche une nouvelle diminution, tant en rythme trimestriel (-2,6 %) qu'annuel (-1,9 %), pour s'établir à 483,0 millions d'euros. Le **taux de créances douteuses brutes** continue ainsi de s'améliorer et atteint 6,4 % à fin décembre 2014 (-0,2 point sur trois mois et -0,4 point sur douze mois). Le taux de provisionnement des banques locales est pour sa part relativement stable sur le trimestre (+0,1 point) mais diminue sur un an (-0,8 point).

UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DES ACTIFS FINANCIERS

Le rythme de croissance de l'encours **des actifs financiers des agents économiques** s'accélère en fin d'année. À 7,6 milliards d'euros, l'encours progresse de 1,9 % sur le trimestre après une hausse de 0,4 % à fin septembre 2014. Cette évolution est principalement tirée par la bonne performance des placements des entreprises, les actifs financiers des ménages et des autres agents s'inscrivant en baisse au dernier trimestre 2014.

En glissement annuel, la croissance de l'encours des actifs financiers reste bien orientée (+3,1 %), quoique plus modérée qu'à fin décembre 2013 (+4,3 %).

Les **dépôts à vue** augmentent sensiblement (+3,1 % contre +2,2 % trois mois plus tôt), pour atteindre 2,7 milliards d'euros. En parallèle, **l'épargne longue** renoue avec une croissance positive (+1,3 % contre -1,1 % à fin septembre 2014).

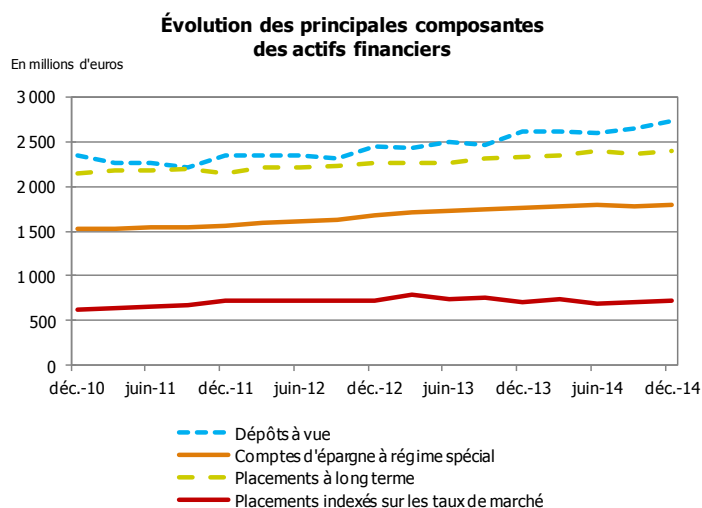
Après deux trimestres consécutifs de baisse, **les placements liquides ou à court terme** enregistrent également une hausse (+1,1 % contre -0,2 % à fin septembre 2014 et -1,4 % à fin juin 2014), impulsés par la croissance des comptes d'épargne à régime spécial (+0,7 % après -1,1 % à fin septembre 2014).

Bonne performance des placements des entreprises

Les **actifs financiers des sociétés non financières** affichent une embellie en fin d'année (+13,7 % sur trois mois après +5,2 % au trimestre précédent) pour s'établir à 1,7 milliard d'euros. Ce dynamisme se confirme en glissement annuel, le rythme de croissance de l'encours atteignant un niveau historiquement haut (+15,1 %). La hausse observée est exclusivement imputable au rebond **des dépôts à vue** (+15,3 % sur trois mois après +7,3 % en septembre 2014), lui-même expliqué par le regain ponctuel d'activité dont les entreprises bénéficient traditionnellement en fin d'année.

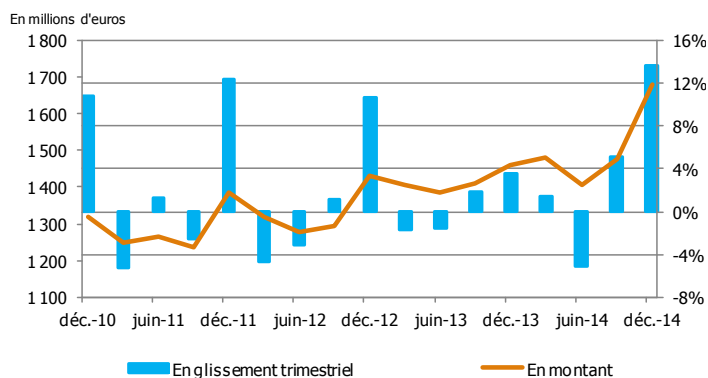
Les **placements liquides ou à court terme** sont également en nette augmentation sur le trimestre (+9,7 % contre +1,8 % à fin septembre 2014), en raison de la progression des placements indexés sur les taux de marché (+9,5 %).

L'**épargne longue** se redresse sensiblement (+14,5 % sur trois mois contre -15,8 % à fin septembre 2014).

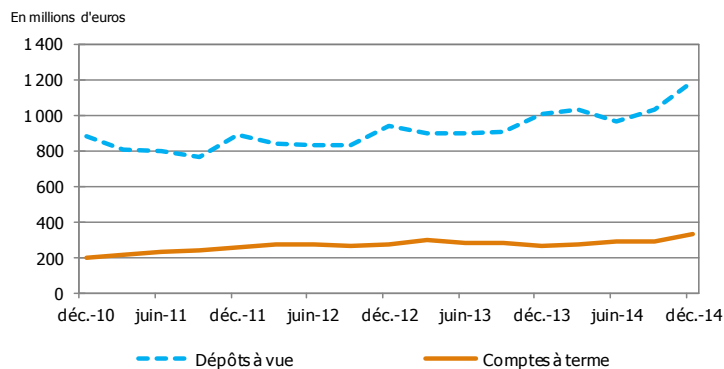


³ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

Évolution des actifs financiers des entreprises



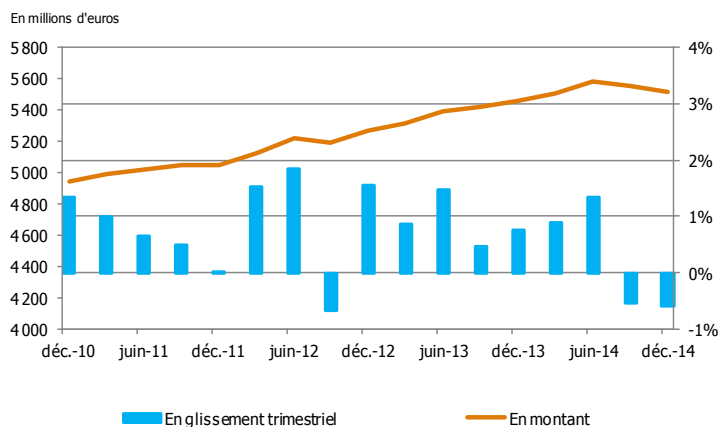
Évolution des principales composantes des placements des entreprises



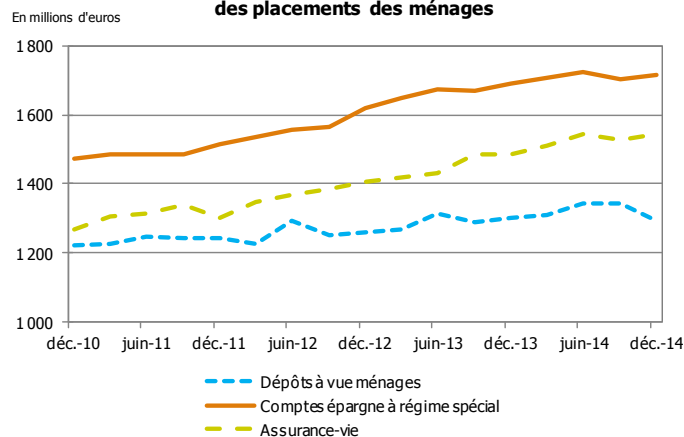
Nouveau repli de l'épargne des ménages

Les placements des ménages, qui représentent 72,3 % des placements totaux, sont en diminution pour le deuxième trimestre consécutif (-0,6 % après -0,5 % à fin septembre 2014). Sur douze mois, l'encours enregistre un taux de croissance historiquement bas (+1,1 %).

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



Les dépôts à vue sont en recul sur le trimestre (-3,9 % contre +0,1 % à fin septembre 2014) et sur un an (-0,8 % après +3,4 % à fin décembre 2013).

Les placements liquides ou à court terme diminuent de 0,3 % sur le trimestre, en raison du fléchissement des placements indexés sur les taux de marché (-7,9 %). En revanche, les comptes d'épargne à régime spécial progressent légèrement en fin d'année (+0,6 % après -1,0 % à fin septembre 2014).

L'épargne à long terme se redresse à fin décembre 2014 (+1,1 % après -0,9 % trois mois plus tôt), grâce à la croissance de l'assurance-vie (+1,0 %), premier produit d'épargne des ménages (66,1 % du total).

Diminution des actifs des autres agents

Les placements des autres agents sont en baisse pour le troisième trimestre consécutif (-6,5 % après -3,1 % à fin septembre 2014 et -2,3 % à fin juin 2014), impactés par la contraction des dépôts à vue (-8,9 % sur trois mois). Sur un an, ils chutent de 10,1 % (après +20,2 % à fin décembre 2013).

MÉTHODOLOGIE

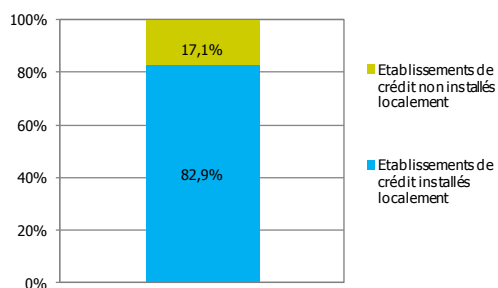
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnies d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

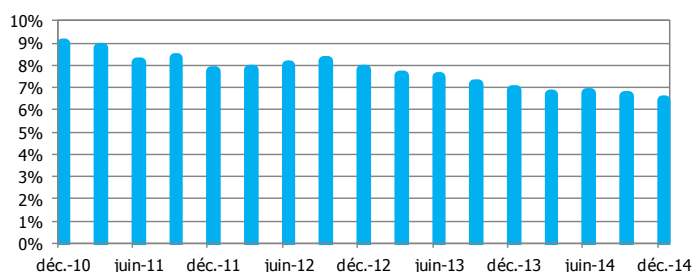
Les crédits à l'économie

	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	347,1	323,1	313,0	290,3	348,0	363,5	382,9	329,5	-13,9%	13,5%
<i>Créances commerciales</i>	37,6	36,3	34,6	34,6	32,7	38,3	32,8	32,1	-2,3%	-7,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	145,8	130,7	137,8	123,2	118,9	123,0	135,8	121,9	-10,3%	-1,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	39,9	37,2	35,2	33,5	33,6	32,9	37,3	40,8	9,4%	21,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	131,5	126,9	115,5	104,2	171,2	176,8	194,6	148,4	-23,8%	42,4%
<i>Affacturation</i>	32,2	29,2	25,1	28,3	25,2	25,5	19,6	27,2	38,7%	-4,0%
Crédits d'investissement	1 293,0	1 396,0	1 318,8	1 330,2	1 366,8	1 384,4	1 390,1	1 408,6	1,3%	5,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 055,5	1 155,9	1 081,1	1 112,1	1 138,7	1 162,9	1 171,8	1 188,3	1,4%	6,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	122,2	115,8	68,5	66,2	69,1	67,0	64,4	46,8	-27,4%	-29,4%
<i>Crédit-bail</i>	237,5	240,2	237,7	218,1	228,2	221,5	218,4	220,3	0,9%	1,0%
Crédits à l'habitat	1 692,3	1 879,5	2 055,2	2 090,5	2 095,6	2 105,7	2 135,3	2 190,9	2,6%	4,8%
Autres crédits	21,6	24,8	25,5	24,8	24,4	23,9	32,8	32,2	-1,8%	29,9%
Encours sain	3 354,0	3 623,5	3 712,5	3 735,8	3 834,9	3 877,6	3 941,0	3 961,2	0,5%	6,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	941,2	978,9	983,4	982,8	972,3	971,1	984,1	996,5	1,3%	1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	864,3	899,6	907,6	908,9	893,5	893,0	903,5	923,5	2,2%	1,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,4	51,6	50,3	51,6	52,9	53,5	57,7	51,4	-10,8%	-0,4%
<i>Crédit-bail</i>	29,4	27,7	25,4	22,3	26,0	24,6	22,9	21,5	-6,0%	-3,3%
Crédits à l'habitat	1 764,9	1 903,7	2 039,0	2 161,8	2 185,4	2 198,5	2 230,2	2 224,7	-0,2%	2,9%
Autres crédits	1,5	2,0	3,7	5,7	5,7	5,5	5,8	6,2	7,6%	8,7%
Encours sain	2 707,5	2 884,5	3 026,0	3 150,3	3 163,4	3 175,2	3 220,0	3 227,4	0,2%	2,4%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	8,7	28,9	28,6	14,7	14,3	12,3	34,7	34,9	0,7%	137,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	8,3	11,7	17,2	13,0	12,4	8,7	33,1	33,6	1,6%	158,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	17,3	11,4	1,7	1,8	3,6	1,6	1,3	-17,0%	-23,5%
Crédits d'investissement	740,7	782,7	802,3	818,2	831,3	858,8	849,1	898,4	5,8%	9,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	740,3	782,5	802,2	818,1	831,3	858,8	849,0	898,3	5,8%	9,8%
Autres crédits	11,6	9,6	8,5	7,7	7,5	7,3	7,1	7,0	-2,5%	-9,4%
Encours sain	761,1	821,2	839,4	840,6	853,1	878,4	890,9	940,2	5,5%	11,9%
Autres agents										
Encours sain	320,0	320,5	309,7	387,0	501,3	537,5	414,4	418,8	1,1%	8,2%
TOTAL										
Encours sain	7 142,7	7 649,7	7 887,5	8 113,7	8 352,7	8 468,7	8 466,3	8 547,6	1,0%	5,3%
<i>dont ECNIL</i>	1 267,5	1 392,7	1 372,2	1 411,6	1 463,1	1 464,1	1 467,5	1 460,8	-0,5%	3,5%
Créances douteuses brutes	666,4	601,7	612,0	561,6	529,8	567,7	553,8	541,5	-2,2%	-3,6%
<i>dont ECIL</i>	580,8	522,9	550,4	492,3	495,2	496,2	495,8	483,0	-2,6%	-1,9%
Créances douteuses nettes	305,1	242,5	233,6	215,9	184,4	224,2	210,0	206,4	-1,7%	-4,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	225,8	182,2	164,6	152,6	120,2	149,0	130,5	134,3	3,0%	-12,0%
<i>(dt) Ménages</i>	58,0	49,4	48,4	49,3	53,6	65,3	63,3	52,6	-16,9%	6,7%
<i>Provisions</i>	361,3	359,1	378,5	345,7	345,5	343,5	343,8	335,1	-2,5%	-3,1%
Encours brut total	7 809,1	8 251,4	8 499,6	8 675,3	8 882,5	9 036,4	9 020,1	9 089,1	0,8%	4,8%
<i>Taux de créances douteuses</i>	8,5%	7,3%	7,2%	6,5%	6,0%	6,3%	6,1%	6,0%	-0,1pt(s)	-0,5pt(s)
<i>dont ECIL</i>	9,0%	7,7%	7,8%	6,8%	6,7%	6,7%	6,6%	6,4%	-0,2pt(s)	-0,4pt(s)
<i>Taux de provisionnement</i>	54,2%	59,7%	61,8%	61,6%	65,2%	60,5%	62,1%	61,9%	-0,2pt(s)	0,3pt(s)
<i>dont ECIL</i>	62,2%	68,7%	68,8%	70,2%	69,8%	67,8%	69,3%	69,4%	0,1pt(s)	-0,8pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	déc-10	déc-11	déc-12	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	déc-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	1 319,8	1 386,0	1 431,0	1 461,1	1 481,7	1 405,7	1 478,7	1 681,1	13,7%	15,1%
Dépôts à vue	884,6	886,3	937,0	1 005,3	1 027,4	964,8	1 035,3	1 193,7	15,3%	18,7%
Placements liquides ou à court terme	381,7	456,0	447,5	423,9	422,4	409,5	416,9	457,2	9,7%	7,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	4,0	5,9	3,5	5,1	4,1	4,7	6,0	7,1	17,9%	39,7%
Placements indexés sur les taux de marché	377,7	450,1	444,0	418,8	418,2	404,8	410,9	450,1	9,5%	7,5%
<i>dont comptes à terme</i>	195,6	258,0	273,4	269,6	277,2	290,3	291,7	329,3	12,9%	22,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	144,2	147,5	123,1	96,0	92,2	81,4	87,2	85,8	-1,6%	-10,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	37,9	44,5	47,5	53,1	48,7	33,0	31,9	34,9	9,4%	-34,2%
Épargne à long terme	53,5	43,7	46,4	31,8	32,0	31,4	26,5	30,3	14,5%	-4,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	28,2	22,9	18,4	13,0	13,1	12,8	11,2	13,0	16,1%	-0,1%
Ménages	4 941,9	5 050,3	5 266,6	5 458,2	5 506,9	5 580,4	5 550,4	5 517,3	-0,6%	1,1%
Dépôts à vue	1 223,4	1 241,2	1 260,0	1 302,4	1 308,5	1 343,3	1 344,4	1 291,4	-3,9%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	1 658,3	1 727,8	1 814,0	1 886,4	1 899,6	1 907,3	1 896,6	1 890,7	-0,3%	0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 472,8	1 515,0	1 616,8	1 689,7	1 706,5	1 721,6	1 703,8	1 713,1	0,6%	1,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	619,7	619,5	630,7	640,1	646,0	651,5	643,0	647,7	0,7%	1,2%
<i>dont livrets A et bleus</i>	536,3	578,6	644,3	686,7	694,5	700,9	693,1	696,5	0,5%	1,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,2	14,9	14,9	15,2	14,8	14,9	14,8	14,6	-1,2%	-3,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,8	49,5	46,1	40,5	37,7	37,5	37,3	37,5	0,5%	-7,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	136,7	141,1	170,9	199,2	205,7	209,7	210,3	213,0	1,3%	6,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	111,2	111,4	110,0	108,0	107,7	107,0	105,2	103,9	-1,3%	-3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	185,5	212,9	197,2	196,8	193,2	185,7	192,8	177,5	-7,9%	-9,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	133,6	169,6	164,9	170,4	167,3	159,4	166,4	153,2	-8,0%	-10,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,8	0,7	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	-15,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	51,2	42,5	31,6	26,1	25,7	26,0	26,2	24,1	-7,8%	-7,5%
Épargne à long terme	2 060,1	2 081,3	2 192,6	2 269,4	2 298,8	2 329,9	2 309,5	2 335,2	1,1%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	446,0	449,6	457,1	472,6	476,5	480,8	486,4	504,8	3,8%	6,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	76,8	71,2	69,7	65,7	65,0	63,6	62,5	61,9	-1,0%	-5,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	6,0	5,5	5,6	5,5	6,3	6,4	5,7	-11,4%	0,5%
<i>dont portefeuille titre</i>	186,3	181,3	192,4	183,3	183,0	180,4	170,6	165,1	-3,3%	-10,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	76,4	72,4	61,3	57,5	57,9	56,6	55,9	55,0	-1,6%	-4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 268,5	1 300,7	1 406,5	1 484,7	1 510,9	1 542,2	1 527,6	1 542,7	1,0%	3,9%
Autres agents	350,7	341,0	399,1	479,7	487,1	475,9	461,2	431,1	-6,5%	-10,1%
Dépôts à vue	229,5	217,1	240,7	296,4	271,6	280,3	266,7	243,0	-8,9%	-18,0%
Placements liquides ou à court terme	99,2	110,3	138,9	162,4	194,4	165,1	164,0	157,1	-4,2%	-3,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	41,2	44,5	55,2	64,8	67,9	70,2	67,5	69,1	2,4%	6,6%
Placements indexés sur les taux de marché	58,1	65,8	83,7	97,6	126,6	94,9	96,5	88,0	-8,8%	-9,8%
<i>dont comptes à terme</i>	20,5	48,6	63,1	74,4	90,0	68,2	73,1	69,2	-5,3%	-6,9%
Épargne à long terme	21,9	13,7	19,5	20,9	21,0	30,5	30,5	31,0	1,5%	48,3%
Total actifs financiers	6 612,3	6 777,3	7 096,7	7 399,0	7 475,8	7 462,1	7 490,4	7 629,5	1,9%	3,1%
Dépôts à vue	2 337,5	2 344,6	2 437,7	2 604,1	2 607,4	2 588,4	2 646,4	2 728,1	3,1%	4,8%
Placements liquides ou à court terme	2 139,3	2 294,1	2 400,4	2 472,8	2 516,4	2 481,9	2 477,5	2 505,0	1,1%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 517,9	1 565,4	1 675,5	1 759,6	1 778,5	1 796,5	1 777,3	1 789,3	0,7%	1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	652,8	650,5	670,7	688,1	696,9	704,1	693,1	698,7	0,8%	1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	548,3	597,9	662,7	708,5	715,4	722,9	716,4	721,5	0,7%	1,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	15,2	14,9	14,9	15,2	14,8	14,9	14,8	14,6	-1,2%	-3,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	53,8	49,5	46,1	40,5	37,7	37,5	37,3	37,5	0,5%	-7,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	136,8	141,1	171,0	199,3	205,8	209,8	210,4	213,1	1,3%	6,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	111,2	111,4	110,0	108,1	107,8	107,1	105,3	104,0	-1,3%	-3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	621,3	728,7	724,9	713,2	738,0	685,4	700,2	715,7	2,2%	0,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	349,7	476,2	501,4	514,4	534,5	518,0	531,2	551,7	3,9%	7,2%
<i>dont bons de caisse</i>	1,9	1,9	1,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	-1,4%	-3,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	37,9	44,5	47,5	53,1	48,7	33,0	31,9	34,9	9,4%	-34,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	231,8	206,1	174,6	145,1	154,1	133,8	136,5	128,4	-5,9%	-11,5%
Épargne à long terme	2 135,6	2 138,6	2 258,6	2 322,1	2 351,9	2 391,8	2 366,5	2 396,4	1,3%	3,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	446,3	449,9	457,4	472,9	476,9	481,1	486,7	505,2	3,8%	6,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	76,9	71,3	69,7	65,7	65,0	63,6	62,5	61,9	-1,0%	-5,7%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	6,0	5,5	5,6	5,5	6,3	6,4	5,7	-11,4%	0,5%
<i>dont actions</i>	67,9	64,7	53,4	58,4	60,4	59,2	58,1	58,8	1,3%	0,8%
<i>dont obligations</i>	153,1	144,4	176,5	151,7	149,3	156,1	144,1	140,4	-2,5%	-7,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	116,7	101,6	89,6	83,0	83,6	83,2	80,9	81,6	0,9%	-1,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 268,6	1 300,8	1 406,6	1 484,9	1 511,2	1 542,4	1 527,9	1 542,9	1,0%	3,9%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Mars 2015